



idées  
actuelles  
*nrf*

jean-claude pomonti  
et serge thion

# des courtisans aux partisans

la crise cambodgienne

Extrait de la publication

*Jean-Claude Pomonti  
et Serge Thion*

# Des courtisans aux partisans

Essai sur la crise  
cambodgienne

*nrf*

Gallimard

***Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation  
réservés pour tous les pays, y compris l'U. R. S. S.***

**© Éditions Gallimard, 1971.**

## AVANT-PROPOS

*Dans un royaume asiatique, en 1970, l'Ancien Régime s'effondre. Un peuple est happé par la guerre. Depuis longtemps, les engins mécanisés martelaient la lisière de cette contrée de laboureurs un peu indolents, calme et luxuriante, qu'on appelle le Cambodge. Pourquoi cette conflagration soudaine ? On répond : l'intervention étrangère, l'impérialisme américain. Certes. Ils donnent au drame son odeur de cendre et sa dimension historique. Mais les Ingérences extérieures, pour diablement réelles qu'elles soient, n'expliquent pas tout. Des dispositions se sont fait jour, localement pour les accueillir, voire les attirer. Dans un événement de cette taille, le poids de l'histoire, la contrainte des formes sociales, la cohésion de la texture politique, la rigidité des raisons économiques entrent en combinaison. C'est leur jeu réciproque, parfois bouleversé par les secousses venues de l'extérieur qu'il faut tenter de décrire ici.*

*Il est sûrement trop tôt pour en peindre le tableau précis ou en relater toutes les péripéties. Mais il sera peut-être bientôt trop tard : le courant des événements aura balayé cet instant suspendu où les pesées s'annulent, où, à travers les voiles qui se déchirent, transparait l'histoire. L'ancien temps se défile déjà derrière l'horizon qui s'embrase. Le Cambodge entre en travail. Ils seront nombreux à vouloir pratiquer la*

*césarienne. Un drôle de tapage couvre le murmure des profondeurs.*

*Tenter de dire pourquoi on en est arrivé là, telle est l'entreprise, avec ses limites, ses lacunes, ses erreurs, qui suscite ce livre. Il est opportun, si tant est que la vérité, comme l'on dit, seule est révolutionnaire. Au moment où s'abîme le « bon pays des lotophages », on peut se croire relevé du vœu d'oubli.*

\*

*Que tous ceux qui nous ont aidés, et en particulier ceux qui sont en ce moment au Cambodge dans la guerre, retrouvent ici ce qui leur est dû.*

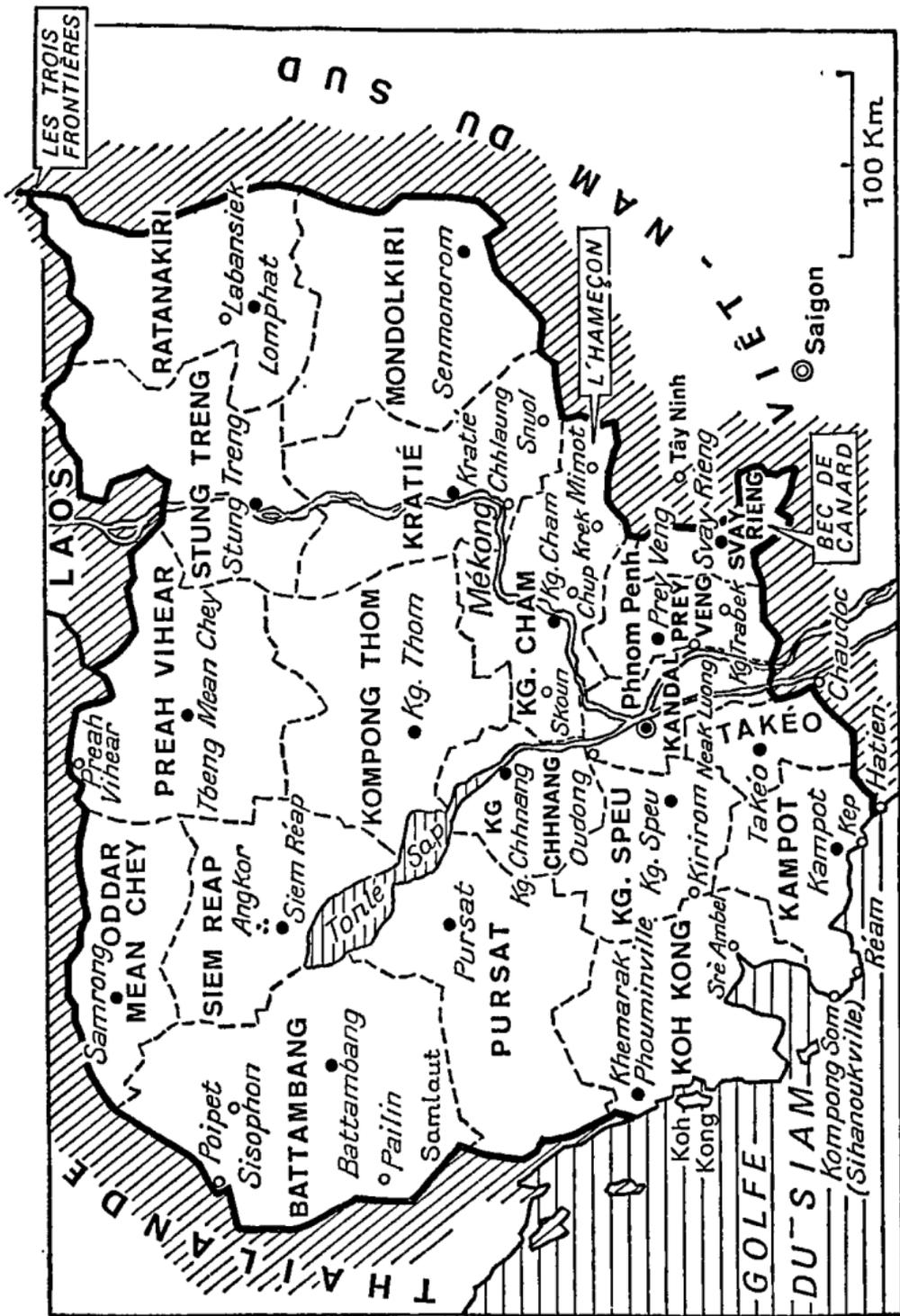
*Octobre 1970.*

*Première partie*

L'ANCIEN RÉGIME

*L'État oriental n'est vivant que dans l'expansion vers le dehors car en lui-même rien n'est stable et ce qui est solide est pétrifié. C'est une violence et une dévastation élémentaires. La tranquillité intérieure est la vie privée et l'abandon dans la faiblesse et la lassitude.*

Hegel,  
*Principes de la philosophie  
du droit.*



Extrait de la publication

## *Un protectorat chétif*

Le Cambodge, ou plus précisément l'État cambodgien, ne doit sa survie qu'au conflit des impérialismes français et anglais du siècle dernier. L'empire khmer de la période angkoriennne (viii<sup>e</sup>-xiv<sup>e</sup> siècle) exerça longtemps son hégémonie sur l'Indochine, avant de céder peu à peu devant les coups de boutoir que lui portait un peuple descendu des confins chinois, les Thaïs. L'État khmer, sans doute épuisé par ses grands travaux et son mode d'exploitation des sols, entra dans une décadence continue que mirent à profit ses puissants voisins, les Thaïs, au nord-ouest, et les Viêtnameis, au sud, qui envahirent les provinces khmères de Cochinchine, vieille terre hindouisée, au xviii<sup>e</sup> siècle. La décadence s'était faite léthargie. Un roi sans pouvoir et sans argent ne pouvait s'opposer à ces deux impérialismes rivaux sans leur faire, à chaque crise, des concessions irrémédiables. Pour échapper à la menace qui se précisait d'un condominium siamo-viêtnameis, il ne restait au monarque cambodgien qu'à se placer sous la tutelle des Français. Ces derniers, qui avaient débarqué en Cochinchine, mirent quelque temps à répondre aux avances de la cour khmère pour, finalement, établir leur protectorat sur le Cambodge en 1864.

Les Français cherchaient à l'époque une voie de pénétration vers la Chine méridionale. Le Mékong leur apparut longtemps comme l'axe le plus propice à leurs visées, mais

la géographie devait bientôt les détromper. Ils reportèrent alors leurs efforts sur le Fleuve Rouge, dans le nord du Viêt-Nam. La « protection » française devait tenir les Thaïs (appelés aussi Siamois) en respect, de façon d'ailleurs relative. Les stratèges coloniaux français voyaient dans le royaume khmer une région tampon entre le riche Delta du Mékong, où ils étaient solidement installés, et l'expansionnisme siamois, activement soutenu par la Grande-Bretagne qui voyait avec humeur les Français prendre pied en Extrême-Orient.

La faute du Cambodge fut d'être pauvre. Après vingt ans d'administration indirecte, les autorités du Protectorat voulurent rationaliser le système d'exploitation et l'étendre au pays tout entier. Sous la menace des canonnières ancrées à quelques encablures du Palais Royal, les Français obligèrent le roi Norodom à signer, en 1884, une convention par laquelle il abandonnait la réalité de ses pouvoirs aux mains des administrateurs français. Le pays commença à s'agiter et six mois plus tard, au début de 1885, une insurrection éclata. Des petites bandes tenaient la campagne, harcelaient les postes français et les colonnes envoyées pour les dégager. Peu sûrs de leurs troupes locales, les militaires français firent venir des renforts de tirailleurs « annamites », c'est-à-dire vietnamiens, mais en nombre limité parce que l'empereur de Hué, Ham Nghi, venait de prendre, lui aussi, le maquis et menait la vie dure aux colonnes françaises qui le pourchassaient dans les provinces du Centre Viêt-Nam. Les Français tenaient solidement les rives du Mékong, grâce à leurs canonnières, mais l'arrière-pays était devenu dangereux. Ils durent même, à un moment, songer à fortifier Phnom Penh.

Les insurgés avaient à leur tête des notables et des mandarins, parfois même des princes, qui, légalement, semblaient se révolter contre l'autorité royale. Ce dernier leur fournissait un appui discret. Il savait que la moindre preuve de cette complicité suffirait aux Français pour l'envoyer en exil. L'étude attentive des événements, région par région, montre qu'il s'agissait d'une véritable guérilla

populaire, soutenue par la complicité générale, à laquelle participaient d'ailleurs aussi bien des Chinois et des Vietnamiens, surtout dans les provinces frontalières<sup>1</sup>. Après une accalmie pendant le temps des moissons, l'insurrection reprit de plus belle en 1886. Les autorités françaises, à court d'argent (les paysans ne payaient plus les impôts), ayant perdu plusieurs milliers d'hommes, surtout du fait des maladies, se résolurent à négocier avec le roi Norodom qui les attendait là. Il obtint la restitution de ses pouvoirs, appela les insurgés à déposer les armes et à se ranger sous son administration, ce qu'ils firent avec plus ou moins de réticences<sup>2</sup>. L'accord de 1886 n'était qu'une étape dans la lutte sourde qui opposait les autorités coloniales à la monarchie et à la population cambodgiennes. Il ne s'agissait pour la monarchie que d'une victoire à la Pyrrhus : elle sauvait son autorité face aux colonisateurs en s'appuyant sur les forces populaires qu'elle devait ensuite réprimer pour maintenir cette même autorité que les Français, vingt ans plus tard, allaient vider de son contenu. Isolée du peuple, prisonnière de l'administration coloniale, la monarchie khmère, dès lors manipulée par les proconsuls français, n'allait plus être, pour longtemps qu'une forme sans pouvoir<sup>3</sup>.

1. Ainsi qu'en témoigne une lettre, saisie par les Français, envoyée par un haut mandarin de la province vietnamienne de Chau-Dôc aux insurgés khmers de Tréang : « ... L'Annam et le Cambodge sont deux puissances amies dont les relations cordiales remontent très loin, tandis que les Français sont des sauvages et des féroces d'un pays étranger, lesquels ne tiennent aucun compte des traités et mettent des entraves partout ; ces gens appartiennent à la race des chiens et des chevaux.

« Le gouvernement d'Annam qui a sollicité l'appui de plusieurs puissances a aussi envoyé en secret un émissaire d'un rang élevé pour parcourir toutes les provinces, lequel a appris que la citadelle de Phnom Penh était au pouvoir des Français. Nous adressons la présente lettre au camp retranché pour faire connaître aux défenseurs du Roi du Cambodge que les délégués des deux nations se réuniront pour délibérer sur le point de savoir ce qu'il convient de faire... » (13 juillet 1885.) Citée dans *Études cambodgiennes*, n° 12, 1967, p. 36.

2. Voir Annexes, p 309.

3. Voir l'étude de Charles Meyer, *L'insurrection nationale de 1885-86*, assez favorable au roi Norodom.

Les années 1885-1886 sont celles de la dernière grande insurrection populaire au Cambodge, dirigée contre les envahisseurs occidentaux. Ne fût-ce qu'à ce titre, le parallèle avec l'insurrection de 1970 s'imposerait : dans les deux cas, ce sont les mêmes régions qui se soulèvent d'abord ; c'est l'ouest du pays, entre Phnom Penh et le Viêt-Nam ; les bases de guérilla sont dans les mêmes zones : chaînes des Cardamomes et de l'Éléphant, forêt au nord de Kompong Cham, contreforts des hauts plateaux, vers Tây-Ninh et Kratié. Dans les deux cas, une partie des élites locales rejoignent le maquis en restant nominalement sous l'autorité du souverain. Les Occidentaux commettent les mêmes erreurs, s'appuient sur les mêmes collaborateurs locaux, corrompus et souvent suspects de jouer double jeu. Les mêmes arguments sont échangés au parlement de la métropole entre les tenants et les adversaires de l'intervention militaire. L'histoire quand elle se répète devient, selon Marx, bouffonne. Pas en Indochine.

La déconvenue des Français fut bientôt évidente. Ils avaient espéré des richesses qui n'existaient pas ; ils s'étaient certes fait octroyer, dès le début, la ferme des jeux et le monopole de l'opium, mais les Cambodgiens semblaient peu pressés de s'y adonner. La production artisanale restait stagnante, les ressources agricoles semblaient dérisoires comparées à celles du Delta du Mékong dont l'exploitation était alors en cours de rationalisation sous la tutelle française. Ainsi, à l'usage, le marché se révélait indolent. Les Cambodgiens, satisfaits de leur sort matériel, sans grand besoin, cultivaient pour vivre et fort peu pour vendre. Ce qui avait fait la pauvreté de la monarchie allait entretenir l'indigence de l'administration coloniale.

On se désintéressa du Cambodge. On y envoya les fonctionnaires incapables, paresseux, mal notés ; on leur adjoignit des subalternes vietnamiens, mieux rompus à la pratique des bureaux. Il y avait d'ailleurs dans le pays une notable minorité vietnamienne de marchands, de cultivateurs et de pêcheurs. Dans l'ensemble, cette administration s'occupa surtout de somnoler ; on laissa l'artisanat

péricliter, on octroya les « terres rouges » à des compagnies françaises d'hévéaculture, qui firent venir leur main-d'œuvre du Tonkin en utilisant des méthodes particulièrement brutales<sup>4</sup> ; la construction de routes, d'hôpitaux ou d'écoles fut négligée ; l'économie y fut coloniale à l'intérieur de l'ensemble colonial : « Le rôle économique du Cambodge — dit un document de la Résidence supérieure, en 1942 — consiste en partie à ravitailler le marché de Saïgon-Cholon et secondairement de l'Indochine entière, en produits agricoles ainsi qu'en matières premières qui sont exportées, ou lui sont parfois retournées sous forme de produits finis ou demi-finis.<sup>5</sup> »

À aucun moment en effet l'administration française ne pouvait concevoir le Cambodge comme autre chose qu'un *arrière-pays* ; l'absence de port, la configuration des routes en témoignent ; certaines régions du pays, comme l'actuelle province de Ratanakiri n'étaient accessibles, à l'époque, qu'à partir du Viêt-Nam. Et Phnom Penh, jolie petite ville provinciale, sommeillait à trois cents kilomètres, par une fort bonne route de Saïgon, la grande métropole coloniale.

Les Cambodgiens ne semblaient guère en concevoir d'amertume ; ils vivaient, pour le plus grand nombre, dans l'ignorance du monde extérieur, ignorance entretenue par

4. La chose est un peu tombée dans l'oubli, et il se trouve même des nostalgiques de la colonie pour affirmer que ces recrutements étaient réguliers. Il n'est donc pas inutile de rappeler que des manœuvres étaient recrutés par milliers dans les villages misérables du Tonkin grâce à des méthodes où l'hypocrisie le disputait à la brutalité. On trouvera à ce sujet de nombreux documents dans le livre de Paul Monet, *Les Jauniers*, qui, décrivant les conditions de travail dans les plantations de la Cochinchine et du Cambodge, n'hésite pas à parler de « bagne » (p. 26). Lorsque l'on apprend dans quelles conditions étaient expédiés des convois de manœuvres à Cayenne, Tahiti ou Nouméa, avec une mortalité qui pouvait atteindre 50 %, on ne voit que le terme d'esclavage pour décrire ces pratiques coloniales, qui ont persisté au moins jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Monet, que l'on ne suspectera pas de progressisme, conclut ainsi : « L'ordre règne aujourd'hui en Indochine... comme il régna naguère à Varsovie. Mais de quoi demain sera-t-il fait ? » (p. 167.) Il écrivait en 1930.

Paul Mus analyse, de son côté, les causes et les effets sociaux de ces recrutements. (*Viêt-Nam, sociologie d'une guerre*, p. 106-113.)

5. Cité par R. Prud'homme, *L'Économie du Cambodge*, p. 13.

les bonzes dont l'enseignement et le savoir dépassaient rarement la psalmodie de quelques vieux textes consacrés. Le sentiment national existait, certes, mais il ne bouillonnait pas. Les grands symboles identificatoires, la religion et le trône, restaient apparemment en place. Le domaine privilégié de l'ingérence coloniale était l'administration. Les impôts, que les monarques faisaient autrefois lever par des mandarins souvent cupides s'étaient beaucoup alourdis à mesure que le contrôle français s'était resserré sur le pays. Cette soudaine pression engendrait dans le pays un besoin nouveau de signes monétaires. L'introduction de la monnaie coloniale, qui était « chère », dépréciait les anciennes sa-pèques. L'impôt était excessif et ne pouvait pas toujours être acquitté. Des jacqueries éclatèrent. On fit donner la troupe. Seul refuge des désespérés, des insolvables et des pourchassés, le banditisme traditionnel restait florissant en dépit de la paix française. Les montagnes et les jungles fournissaient des abris inexpugnables. Leurs maigres ressources rançonnées, les paysans ne dédaignaient pas toujours de razzier quelque village voisin pour se refaire. Pris, les bandits étaient décapités. Ainsi allaient les choses dans une campagne au demeurant fort pacifique.

Dans les années trente pourtant apparut un petit groupe d'intellectuels formés à l'occidentale chez qui l'idée nationale commença à faire son chemin. Plusieurs étaient des Khmers *krom*, c'est-à-dire des Khmers de Cochinchine, qui, profitant de la vive effervescence qui caractérisait Saigon, étaient peut-être mieux situés pour s'imbiber là des grands courants du nationalisme asiatique qu'à Phnom Penh, la provinciale. Le plus éminent d'entre eux, Son Ngoc Thanh, vint s'installer à Phnom Penh et travailla à l'Institut bouddhique, nouvellement créé. Il lança un journal, *Nagaravatta* (« Notre cité ») dont le succès suscita une inquiétude montante parmi les responsables français. L'agitation, latente à partir de ce moment-là à Phnom Penh, culmina en 1943 après l'arrestation d'un professeur de l'Institut bouddhique, Hem Hieu, dont les écrits stigmatisaient le régime colonial. De grandes manifestations eurent lieu : les

bonzes y furent nombreux à brandir le manche noueux de leurs ombrelles. Des centaines d'arrestations furent effectuées. Hem Hieu fut déporté au bagne de Poulo Condore, où il mourut. Son Ngoc Thanh s'enfuit au Japon, où, pendant deux ans, il reçut à l'École de la Grande Asie Orientale la formation que les Nippons donnaient à leurs séides étrangers.

En 1941, l'administration française eut à résoudre le problème de la succession au trône. Des deux branches de la famille royale, les Norodom et les Sisowath, les Français, depuis la mort du vieux roi Norodom en 1904, avaient toujours favorisé les Sisowath, considérés comme plus dociles et plus dévoués aux intérêts français. Mais, en 1941, le successeur le plus probable, Sisowath Monireth, inclinait un peu trop vers les idées d'indépendance<sup>6</sup>. L'amiral Decoux, gouverneur général de l'Indochine, fit alors porter son choix sur un tout jeune homme, rejeton à la fois des deux branches de la famille royale, qui, pour l'heure, était lycéen à Saïgon, Norodom Sihanouk. Le jugeant influençable et noceur, on le fit monter sur le trône sans autre forme de procès.

L'occupation japonaise, installée avec l'accord de Vichy, puis le coup de force de mars 1945 amenèrent la ruine complète et la disparition de l'administration coloniale dans toute l'Indochine française<sup>7</sup>. Comme ailleurs en Asie, les Japonais poussèrent les nationalistes locaux à proclamer l'indépendance, ce que le roi Sihanouk fit aussitôt. Mais

6. Monireth était l'oncle de Sisowath Sirik Matak, vice-président du conseil et instigateur du coup d'État du 18 mars 1970. Les prétentions au trône de ce dernier furent discrètement mises en valeur par la presse locale, jusqu'au moment où les nouvelles autorités lancèrent une campagne pour préparer l'instauration de la république. Sirik Matak renonça alors à son titre de prince.

7. Le 9 mars 1945, les autorités d'occupation japonaises saisirent sans préavis tous les leviers de commande qui étaient encore aux mains de l'administration coloniale française et internèrent tous les Français. Peu après, ils proclamaient l'indépendance de tous les territoires qu'ils occupaient en Asie et remettaient les apparences du pouvoir à des politiciens longtemps pourchassés par les polices coloniales. Trois mois plus tard, le Japon s'effondrait.

cette proclamation ne résolvait rien. Aucune force politique ne pouvait prétendre utiliser cette indépendance pour mobiliser la paysannerie, comme au Viêt-Nam, à Java ou à Luçon. Les milieux dirigeants, c'est-à-dire l'aristocratie et quelques poignées de hauts fonctionnaires, se divisèrent sur la politique à suivre. Sihanouk et Monireth étaient partisans de rester sous l'aile française, quitte à obtenir une évolution graduelle vers l'indépendance. Un autre courant, animé par Son Ngoc Thanh, était partisan d'une rupture complète avec l'ancienne puissance coloniale. S'alignant complètement sur les Japonais qui régissaient le pays par l'intermédiaire de leur gendarmerie, la Kampetaï, et de leurs sociétés secrètes, Son Ngoc Thanh réussit avec leur aide un coup d'État qui le fit Premier ministre, quelques jours avant la capitulation japonaise d'août 1945.

Le moment n'était guère choisi. Sihanouk qui, entre-temps, avait rétabli la monarchie absolue et jalousait la grande popularité de Son Ngoc Thanh, fit discrètement appel aux forces anglo-françaises qui venaient de réoccuper Saïgon. En octobre 1945, elles arrivèrent à Phnom Penh, parachutées sur ordre du général Leclerc. Elles arrêtèrent Son Ngoc Thanh et l'exilèrent en France ; sa popularité devait lui éviter le poteau d'exécution. Diverses négociations entre les autorités françaises, le roi et les nouveaux leaders du courant nationaliste, comme le prince Sisowath Youtevong, aboutirent à l'octroi au Cambodge du statut d'« État autonome au sein de l'Union française » (janvier 1946). Mais il ne s'agissait là que d'un très mince écran de fumée derrière lequel les autorités coloniales continuaient à tirer les ficelles et à garder la haute main sur toutes les décisions importantes, en particulier sur toutes celles qui touchaient l'ordre public.

Le retour en force des Français avait obligé un certain nombre de partisans de l'indépendance immédiate à fuir. Quelques maquis, alimentés par les Thaïlandais, s'étaient constitués, sous l'étiquette de *Khmer Issarak*, « les Cambodgiens libres ». Une partie du mouvement se rallia après l'amnistie de 1947, pour rejoindre le parti démocrate, qui

regroupait les éléments hostiles à la présence française. Ceux qui restaient dans la forêt ne tardèrent pas à se diviser en deux tendances, l'une, proche des militaristes thaïlandais et de la droite laotienne, l'autre plus encline à collaborer avec le Viêt Minh, dont plusieurs unités menaient la vie dure aux Français dans le Sud et le Sud-Est du Cambodge. Certains groupes passaient de brèves alliances, bientôt retournées, avec le Viêt Minh ; d'autres groupes au contraire s'alliaient étroitement à lui. Dans l'ensemble, pourtant, les Khmers Issarak ne pesaient pas très lourd dans la balance. Un « gouvernement de résistance » khmer fut installé en 1950 dans le Sud du pays mais son influence, toutefois, ne dépassait guère la zone d'action du Viêt Minh. Il était dirigé par un ancien bonze, originaire de Cochinchine, Son Ngoc Minh. Le mouvement dont il était le leader, appelé alors le Front uni national du Cambodge libre, présente un intérêt à trois titres : les bonzes y jouaient un rôle important ; c'est là le premier noyau du mouvement communiste cambodgien, issu du Parti communiste indochinois que Hô Chi Minh avait dissous en 1946 ; enfin, on peut voir dans le F. U. N. K. de 1970 une résurgence du nom, des méthodes et des hommes de ce mouvement à qui l'histoire, à cette époque-là, avait refusé un rôle de premier plan.

A Phnom Penh, et à Phnom Penh seulement, la vie politique devint florissante ; princes et fonctionnaires se lancèrent dans les délices du parlementarisme. Les partis ressemblaient surtout à des coalitions de clans, organisés autour de personnages avides de prestige et de profits. Une constitution octroyée par le roi et décalquée sur celle de la IV<sup>e</sup> République française autorisait, en fait, les manipulations, les fraudes électorales, les intrigues françaises, les manœuvres du roi et la valse des cabinets. La majorité des élus appartenait néanmoins au parti démocrate, hostile au roi et à sa politique de louvoiement avec la France. Cette politique aboutit en 1949 à un traité proposé par la France et qui reconnaissait l'indépendance du Cambodge, en l'assortissant de clauses restrictives exorbitantes. Les forces armées khmères devaient, par exemple, rester sous com-

mandement français pour la durée des hostilités en Indochine. C'était en réalité l'autonomie interne, sans plus. Malgré tous ses efforts, Sihanouk ne put convaincre l'assemblée nationale d'avaliser le traité. La majorité démocrate trouva d'ailleurs un allié inattendu dans l'administration coloniale, bien décidée à saboter l'indépendance.

Les élections de 1951 donnèrent cinquante-quatre sièges aux démocrates, quatre à un petit parti fondé par Dap Chhuon, un leader des Khmers Issarak de droite, contre deux au parti de la rénovation khmère de Lon Nol et Nhiek Tioulong<sup>8</sup> et dix-huit au parti libéral, dirigé par un oncle du roi, proche de Sihanouk. Confronté à l'évidence que sa politique restait minoritaire, Sihanouk répondit en tentant de se faire octroyer, par l'assemblée, des pouvoirs spéciaux pour trois ans, en déclarant que les ministres — démocrates — confondaient les affaires de l'État avec celles de leur parti et qu'ils ne concédaient au roi aucune autorité réelle sur la conduite des affaires de la nation

8. Les carrières de ces deux personnages clés du régime sihanoukiste sont assez symptomatiques pour être rappelées : Lon Nol, né en 1913, entra d'abord dans la magistrature puis gravit de 1937 à 1945 les principaux échelons de l'administration coloniale. Il est gouverneur de Kratié en 1946 quand le roi l'envoie négocier la restitution des provinces occupées pendant la guerre par les Thaïlandais. En 1951, battu aux élections, il est chargé de la police nationale. Sihanouk le verse dans l'armée en 1952 comme lieutenant-colonel ; il dirige les attaques contre le Viêt Minh en 1954. Il est ensuite chef d'état-major en 1955, ministre de la Défense en 1960, lieutenant-général en 1961, président du conseil des ministres en 1966-1967, poste qu'il retrouve en août 1969 et qu'il conserve après le coup d'État. Connu pour ses opinions de droite, il a toujours été un « proche » de Sihanouk. « Il était mon bras droit, et mon bras droit m'a frappé avant que je puisse me défendre », dira de lui Sihanouk, quelques semaines après son arrivée à Pékin.

Nhiek Tioulong, né en 1908, fait également carrière dans l'administration : en 1937 il est gouverneur de Pursat, en 1945 ministre de l'Éducation nationale. En 1949, Sihanouk le fait colonel, puis général en 1954 quand il signe les Accords de Genève. Il passe à la diplomatie, puis participe aux différents cabinets qui se succèdent de 1958 à 1962. Il devient alors inspecteur général des armées, et en 1966, commandant en chef. Sihanouk manipule à volonté ce fils de mandarin pour contrôler l'armée. Il se retire en 1969, avec une opulente fortune, et s'installe en France quelque temps avant le coup d'État.

parce qu'ils prétendaient posséder cette autorité en vertu du vote populaire. L'assemblée rejeta la demande de pouvoirs spéciaux.

Son Ngoc Thanh revint d'exil. A peine rentré, il lança, contre la tutelle française, une vive agitation qui trouvait un écho sympathique parmi les fonctionnaires, les bonzes et dans le parti démocrate. Au bout de trois mois, pour échapper à la police française, il se réfugia dans la forêt, dans le nord du pays, afin de réunifier et d'activer les bandes Khmer Issarak qui s'y trouvaient encore.

Pour sortir du coin où il était acculé, Sihanouk frappa un grand coup, de cette manière théâtrale qui allait si souvent être la sienne par la suite. En janvier 1953, il proclama la loi martiale<sup>9</sup>, partit pour Paris, tenta de convaincre Vincent Auriol que l'utilisation des forces cambodgiennes par les Français contre le Viêt Minh encourageait ses opposants démocrates à propager l'idée que lui, Sihanouk, était l'obstacle principal à l'indépendance. Mais, comme toujours, les autorités françaises ne concevaient les affaires cambodgiennes que dans l'arrière-plan du Viêt-Nam, où la situation empirait. On le pressa de retourner chez lui. Sihanouk rentra donc au Cambodge, en passant cependant par les États-Unis, où il espérait trouver un soutien dans sa querelle avec Paris<sup>10</sup>. Les Américains, tout entiers à leur effort pour maintenir la France dans la guerre d'Indochine, ne prêtèrent aucune attention à ses plaintes. Ils l'encouragèrent même plutôt à collaborer avec les Français. Sihanouk tenta de convaincre la presse que la politique française jetait le peuple cambodgien dans les bras du Viêt Minh, mais ce fut peine perdue. Il retiendra la leçon de cette expé-

9. Il se sentait talonné par les événements, ainsi qu'en témoigne cet extrait d'un « message au peuple khmer », du 13 janvier : « Désormais, tout individu ou tout parti politique qui travaillera contre Ma politique et contre Mon programme national sera déclaré traître à la Nation et comme tel sera poursuivi et puni conformément à la loi du Pays. » (*Cambodge* du 19 janvier 1953.) Dans le même message, il allait jusqu'à attaquer Son Ngoc Thanh et quelques-uns de ses affidés en les traitant de « communistes notoires »...

10. Cf. Roger M. Smith, *Cambodia*, p. 615 et sq.

# idées

volume double



littérature



philosophie



sciences



sciences humaines



idées actuelles

**jean-claude pomonti  
et serge thion :**

## **des courtisans aux partisans, la crise cambodgienne**

Héritier d'une ancienne monarchie absolue, façonné par un colonialisme négligent, enserré dans la trame du conflit indochinois, le régime politique cambodgien était rongé par les contradictions. Il a cahoté jusqu'à sa chute, en mars 1970, sous la direction d'un prince éclairé et omnipotent. Ce livre en rappelle l'histoire et en démonte les mécanismes.

Le déroulement de la crise au cours des "journées" de mars, le massacre de milliers de Vietnamiens, le début de la guerre sur ce nouveau champ de bataille, l'organisation par les partisans d'une paysannerie presque entièrement impréparée font l'objet de cet essai d'interprétation.

Un ébranlement durable secoue un vieux monde paysan. Deux témoins en analysent avec minutie les causes et le devenir politiques.